

Opinion | Donnons de l'oxygène à nos PME industrielles pour doper la croissance

Capitaliser sur notre vivier de PME nécessite de structurer une politique industrielle ambitieuse. Envisager plus qu'une relocalisation de la production permettra de répondre aux besoins d'une économie circulaire locale. (Par Anthony Dubut, président d'InnovaFonds)

En France, comme dans toute l'Europe, l'industrie alimente trop souvent l'actualité pour des raisons peu réjouissantes. En cause, les soubresauts conjoncturels qui l'affectent de façon cyclique, mais aussi le manque de vision des politiques à son sujet, depuis des décennies. La crise du Covid-19 démontre le besoin impérieux de relocaliser la production à vocation sanitaire et pharmaceutique.

Mais l'enjeu est bien plus vaste : tous secteurs confondus, il est urgent que les institutions publiques soutiennent l'industrie, comme les investisseurs privés le font aujourd'hui – et avec succès, depuis 40 ans. Trop délaissées au profit du secteur tertiaire, les industries de nos territoires méritent une attention et un investissement conséquent pour mieux se redéployer, et de façon pérenne.

À première vue, le tableau n'est pas enthousiasmant. Nos outils de production sont globalement en décroissance et vieillissants. À titre d'exemple, le parc industriel robotisé tricolore est 2,4 fois moins important qu'en Allemagne et 5 fois moins important qu'en Corée du Sud, en proportion du nombre des salariés. Malgré tout, nombre de nos PME et ETI industrielles affichent des positions de leader sur leur marché et rayonnent à l'international grâce à leurs innovations et leur savoir-faire : capitalisons et prenons exemple sur elles !

Pour cela, il faut une politique industrielle ambitieuse. D'autant que nos entreprises peuvent s'appuyer sur une population jeune, douée de savoir-faire techniques et scientifiques que le monde continue de nous envier. Mais cet enjeu ne dépasse-t-il pas nos frontières ? Il y a fort à parier que la réponse doit être formulée à l'échelle européenne, pour une relance solidaire de nos économies interdépendantes.

Il ne s'agit pas simplement de relocaliser des outils de production liés à la santé, mais de mener un rééquilibrage plus ambitieux. L'industrie, dans sa globalité, doit répondre aux besoins d'une économie circulaire locale. Si l'on veut produire en préservant l'environnement, jouons la carte du pragmatisme pour repenser la chaîne de production et l'aligner sur les besoins du consommateur final.

Tous les dirigeants nous le disent : il faut privilégier les petites et moyennes séries pour mieux s'adapter à la demande. Cela nécessite des outils de production flexibles, agiles, et donc robotisés, dont le déploiement est – contrairement aux idées reçues – bénéfique à l'emploi : la robotisation et l'automatisation favorisent une économie construite autour d'un vaste écosystème vertueux (des matières premières à la production, de la logistique au transport, de la formation aux savoir-faire, etc.) répondant aux besoins de nos territoires.

Une forte prise de conscience et des plans d'investissements massifs sont donc indispensables. Qu'ils viennent de l'État, dont on saluera les annonces pour préserver la trésorerie des entreprises, mais aussi des acteurs privés – dont on sait les vertus d'un accompagnement sur le long terme. Mais plus que des déclarations, il faut des messages forts venant des plus hautes institutions, car les dirigeants des PME et ETI doivent retrouver la confiance dans la durée pour investir et ainsi reconstituer, développer et/ou moderniser l'outil de production.

Une politique fiscale à destination de l'industrie sera un outil de relance de l'économie. Sans bouleverser les règles à chaque mandature présidentielle, jouons là aussi la carte de l'agilité ! Par exemple en permettant un amortissement des investissements adapté au rythme des entreprises et en instaurant des règles simples de sur-amortissement, en vue de booster l'investissement et favoriser la croissance. Il faut légitimement se poser la question du besoin de renforcer la surveillance de marché et ainsi atténuer la "contrainte" des normes face à la concurrence étrangère. Et enfin, pourquoi ne pas s'inspirer de nos "amis allemands" en provisionnant nos investissements futurs et ainsi anticiper la croissance !

Au vu de l'ampleur des mesures à prendre, le Pacte productif, annoncé pour avril 2020, doit devenir un véritable plan Marshall. L'industrie, en France, comme en Europe, reviendra alors dans le jeu d'une économie mondialisée. D'autant que les dirigeants, les salariés et les actionnaires seront des alliés sans faille des pouvoirs publics dans ce combat.

Anthony Dubut est président d'*InnovaFonds*, fonds d'investissement dédié à l'accompagnement des PME industrielles françaises innovantes.